

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BECTON DICKINSON

BP 4
38800 Le Pont-De-Claix

Références : 2025-Is040TS2
Code AIOT : 0006104785

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2025 dans l'établissement BECTON DICKINSON implanté 11 rue Aristide Bergès 38800 Le Pont-de-Claix. L'inspection a été annoncée le 01/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été réalisée dans le cadre d'une action nationale décidée par le ministère en charge de l'environnement sur les rejets atmosphériques de COV (Composés organiques volatils).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BECTON DICKINSON
- 11 rue Aristide Bergès 38800 Le Pont-de-Claix
- Code AIOT : 0006104785
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société BECTON DICKINSON (BD) est spécialisée dans la technologie médicale. Elle est implantée sur la commune de Le Pont de Claix, où elle fabrique des seringues en verre à usage unique.

Les activités de la société BD sont réglementées par l'arrêté préfectoral n°2007-04053 du 2 mai 2007, modifié et complété par les arrêtés préfectoraux n°2011-039-0020 du 8 février 2011, n°2014-034-0022 du 3 février 2014, n°DDPP-ENV-2016-01-17 du 29 janvier 2016, n°DDPP-DREAL UD38-2019-09-10 du 16 septembre 2019 et n°DDPP-DREAL UD38-2022-10-07 du 22 octobre 2022.

Le site relève du régime de l'autorisation pour l'activité de travail du verre (rubrique n°2530) ainsi que pour le stockage et la mise en œuvre de plusieurs gaz inflammables (propane, oxyde d'éthylène, oxygène et hydrogène) vérifiant la règle du cumul Seveso seuil bas.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a présenté à l'inspection le projet de déclassement du site de Seveso Seuil bas vers un régime d'autorisation simple.

Le site est actuellement Seveso Seuil bas par la règle du cumul. L'exploitant prévoit de limiter le stockage d'une des cuves de gaz prépondérante dans le calcul de la règle du cumul.

L'exploitant transmettrait le dossier de modification avant l'été 2025 pour une réalisation des travaux planifiée lors de l'arrêt technique du mois de décembre 2025.

La stratégie de réduction du risque à la source entraîne une diminution des distances d'effets de certains phénomènes dangereux.

A l'instar de la doctrine de réexamen des études de dangers des établissements classés Seveso Seuil Haut, la mise à jour de l'étude de dangers de février 2023 sur les points à modifier est suffisante.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Demande d'action corrective	2 mois
5	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 02/02/1998, article 28-1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-1	Sans objet
2	Émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-1	Sans objet
4	Surveillance des rejets et respect des VLE - mesures	Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article Annexe 3	Sans objet
6	Déclaration annuelle des émissions polluantes	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mise en exergue un suivi correct des rejets atmosphériques sans dépassements critiques des valeurs limites d'émission. En revanche, certains points sont à améliorer sur :

- le suivi des indisponibilités de l'oxydateur thermique,
- la méthodologie d'élaboration du Plan de Gestion des Solvants.

Sur ce dernier point, l'exploitant doit questionner la méthodologie mise en œuvre depuis plus de 10 ans et se l'approprier pour être en mesure de justifier les hypothèses considérées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Canalisation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-1
Thème(s) : Risques chroniques, Canalisation des émissions
Prescription contrôlée : Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
Constats : L'exploitant a listé les activités consommatrices et émettrices de COV. Les émissions provenant du local de stérilisation à l'oxyde d'éthylène sont canalisées et traitées sur un oxydateur thermique. A noter que l'oxyde d'éthylène est utilisé pour sa fonction biocide et non solvant. Les émissions de la sérigraphie des seringues à base d'émaux sont captées à la source et canalisées. 5 machines sont dédiées à la sérigraphie. Les émissions sont filtrées sur un filtre à papier avant leurs rejets. Les émissions provenant de l'assemblage des aiguilles sur les seringues par collage sont également captés. Les points d'émissions sont situés en toiture. D'autres activités sont consommatrices et émettrices de COV : nettoyage manuel avec des sprays d'alcool isopropylique et marquage du packaging des seringues (7 machines). Ces émissions ne sont pas captées. En revanche, les opérations de nettoyage et de marquage sont réalisés à l'intérieur du bâtiment voir en salles blanches. Le bâtiment est équipé d'un système de ventilation avec centrale de traitement. Les points d'émissions sont situés en toiture. L'exploitant déclare avoir engagé un plan d'actions pour convertir les machines d'impression par jet d'encre par une impression laser, ce qui contribuera à réduire les émissions diffuses de COV. Les émissions de COV provenant des opérations de nettoyage manuelles à l'alcool isopropylique sont prépondérantes. Depuis 2012, l'exploitant n'utilise plus de pissettes afin de réduire les émissions. Les préparations mettant en œuvre des solvants (ajustement de la viscosité des émaux, transvasement de la colle en bidon de 1,5 l vers des petits contenants, préparation d'émulsions de silicones) sont réalisées sous hotte. Ces émissions sont ensuite canalisées et rejetées en toiture. L'exploitant dispose d'un plan des points d'émissions des machines de sérigraphies et d'assemblages par collage. Le positionnement en toiture des différents extracteurs de la

ventilation générale est également reporté sur un plan.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-1
Thème(s) : Risques chroniques, Limitation des émissions diffuses
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.</p> <p>Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.</p> <p>Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.</p> <p>Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun produit pulvérulent n'est mis en œuvre sur le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Conception
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée. Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les opérations de stérilisation provoquent un dégazage discontinu d'oxyde d'éthylène.</p> <p>Les rejets sont également très humides. Un lisseur et une colonne de désorption sont implantés en</p>

amont de l'oxydateur catalytique afin d'envoyer un flux constant vers l'installation de traitement thermique.

Le lisseur est vidangé tous les ans.

L'exploitant assure un suivi en supervision sur le bon fonctionnement de l'oxydateur (températures, ventilateurs, débits etc). En cas de défaut, des alarmes sont automatiquement générées.

Trois arrêts techniques sont planifiés par an afin d'assurer les opérations de maintenance.

Les indisponibilités sont gérées ; l'exploitant a présenté un mode opératoire de redémarrage de l'oxydeur en cas de microcoupure de courant (souvent en cas d'orages).

Dans ce cas-là, l'oxydateur est alors by-passé. Les émissions d'oxyde d'éthylène et de formaldéhyde sont directement rejetées à l'air libre. Pour limiter ces émissions, l'exploitant procède à un flash à l'azote des chambres de stérilisation et stoppe les cycles en cours.

Les incidents sont enregistrés dans le GMAO. L'inspection note que les indisponibilités entraînant un dépassement de la valeur limite d'émission du flux d'oxyde d'éthylène et de formaldéhyde (sous forme de pics d'émissions) ne sont pas comptabilisées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposition de suites n°1 :

Les périodes d'indisponibilité de l'oxydateur thermique doivent être comptabilisées et suivies. L'exploitant distingue les périodes à l'origine de dépassements de la valeur limite d'émission des rejets en oxyde d'éthylène et de formaldéhyde. Le délai de mise en conformité est de 2 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Surveillance des rejets et respect des VLE - mesures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article Annexe 3

Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des rejets

Prescription contrôlée :

Tableau des valeurs limites d'émission de l'installation

Installation	Paramètres	Valeurs limites calculées sur gaz sec		Périodicité des mesures
		Concentration en mg/Nm ³	Flux	
Stérilisateur Sortie oxydateur catalytique	Oxyde d'éthylène + formaldéhyde	/	10 g/h	En continu par FID (pour l'oxyde d'éthylène) + semestrielle par organisme extérieur
Assemblage	Acide acrylique	/	40 g/h (en somme des	annuelle

			flux rejetés)	
Sérigraphie	Co+Ni+Cu+Zn+Cr Co Ni	0,25 / /	50 g/h 8 g/h 10 g/h (en somme des flux rejetés)	annuelle
Ensemble des activités du site	COV	20 (exprimée en C total)	2 kg/h (en somme des flux rejetés) et 8 t/an	Transmission annuelle du plan de gestion des solvants

Les émaux mis en œuvre au niveau du procédé sérigraphie sont exempts de chrome VI et ne contiennent ni plomb ni cadmium.

Constats :

La qualité des rejets issus de l'oxydateur thermique est surveillée en continu et deux fois par an par un organisme extérieur.

Les rejets des opérations d'assemblage et de sérigraphie sont contrôlés une fois par an.

L'inspection a analysé les résultats d'analyses de 2022, 2023 et 2024.

Installations d'assemblage par colle et de sérigraphie

En ce qui concerne la surveillance annuelle des rejets des postes d'assemblage et de sérigraphie, l'inspection note que :

- les prélèvements ne concernent pas tout à fait les mêmes points d'émissions de la sérigraphie entre 2022 et 2023 ; l'exploitant justifie cet écart par le taux d'activité de la sérigraphie lors de l'intervention de l'organisme agréé ; l'exploitant a fait procéder à un nouveau contrôle en 2023 de l'ensemble des rejets des postes de sérigraphie,
- l'ensemble des rejets de l'assemblage respectent les seuils réglementaires en 2022, 2023 et 2024,
- la valeur limite d'émission en concentration en Co+Ni+Cu+Zn+Cr est dépassée sur le rejet « sérigraphie PT2/extracteur 2 » lors du contrôle du 25-26/05/2023 (concentration mesurée : 0,833 mg/Nm3 avec prépondérance de Zinc pour une VLE égale à 0,25 mg/Nm3) ; l'exploitant justifie ce dépassement par une contamination au zinc de la ligne de prélèvement ; en 2024, les résultats sont conformes,
- le régime de fonctionnement des machines a été reprecisé dans le rapport de contrôle de 2024.

Surveillance des rejets de l'oxydateur thermique

L'exploitant transmet deux fois par an le bilan semestriel de la surveillance en continu du flux de rejet en oxyde d'éthylène et formaldéhyde en sortie d'oxydateur thermique. Les dépassements du flux horaire maximum sont justifiés.

L'exploitant transmet également les rapports de contrôles semestriels.

L'inspection note que :

- les dépassements du rejet en continu du seuil réglementaire sont très ponctuels et de courte durée,
- ces dépassements sont souvent provoqués par un problème d'approvisionnement en

azote dans le process qui entraîne un by-pass de l'oxydateur thermique ; l'exploitant déclare avoir fiabilisé l'approvisionnement en azote,

- les résultats des contrôles semestriels du rejet de l'oxydateur thermique (prélèvement sur 24 h) sont conformes au seuil réglementaire.

Pour les émissions totales en COV, l'exploitant s'appuie sur le PGS (cf. point de contrôle suivant). L'exploitant déclare qu'il n'emploie plus depuis plusieurs années des émaux contenant du chrome VI, du plomb et du cadmium. L'exploitant a présenté les FDS des émaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation n°1 :

L'exploitant doit s'organiser pour que l'ensemble des rejets des postes de sérigraphie fassent l'objet d'une surveillance annuelle dans des conditions de marche nominale des installations.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/1998, article 28-1

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants (PGS)

Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

Constats :

Un PGS est mis en place depuis 2012. La méthodologie a été définie par un prestataire. L'exploitant actualise chaque année les données du PGS sans requestionner la méthodologie.

L'inspection a consulté le PGS de l'année 2023 téléversé sur la plateforme de déclaration des émissions polluantes GEREPE.

L'objectif principal du PGS est d'estimer par un bilan matière les entrées et les sorties dont les rejets en COV de l'ensemble des activités du site afin de vérifier le respect des valeurs limites en flux de COV fixées à l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 16/09/2019 (2 kg/h en somme des flux rejetés et 8 t/an).

L'exploitant a considéré que l'oxyde d'éthylène utilisé pour la stérilisation des seringues était un biocide et non un solvant. Aussi, l'exploitant procède à un bilan matière séparé compte tenu de la consommation importante d'oxyde éthylène (33 880 t en 2023). Ce point ne soulève pas de

remarque de la part de l'inspection à partir du moment où il respecte la méthodologie du PGS ; ceci-étant les émissions de COV en sortie de l'oxydateur catalytique doivent être ajoutées aux émissions du PGS et comparées au flux annuel en COV de 8 t/an.

Les commentaires de l'Inspection sur les différents termes du PGS sont détaillés ci-après.

I1 (quantité de solvants achetés et utilisée) est estimé à 5,3 t sur la base uniquement des achats et non des quantités consommées. Les fractions massiques de solvants de chaque produit sont issues des FDS, or les FDS peuvent ne donner que des fourchettes de % de solvants et non la quantité exacte. A défaut, l'exploitant doit se baser sur les fiches techniques des produits.

Le fluidifiant « medium 479 » mis en œuvre pour ajuster la viscosité des émaux n'est pas listé (45 kg consommés en 2024).

Ces points doivent être corrigés.

Le terme I2 (quantité de solvants récupérée et réutilisée) est estimé à 0 t.

Le terme O1 (rejets canalisés) n'est pas estimé. Les arguments présentés par l'exploitant (extrapolation difficile des mesures ponctuelles de rejets réalisées en 2011 et 2012, variabilité importante des rejets, principale source d'émissions de COV constituée par le nettoyage manuel à l'alcool isopropylique...) sont sans objet. L'exploitant a opté pour une méthodologie de calcul global des émissions sans distinction des émissions canalisées et diffuses. Les arguments présentés par l'exploitant sont à revoir et doivent être cohérents avec la méthodologie du PGS mise en œuvre.

O4 (émissions non captés) : comme l'exploitant semble avoir opté pour un PGS simplifié, il ne distingue pas les émissions diffuses des émissions canalisées. Il a opté pour un bilan matière entrée/sortie solvants afin de vérifier que les émissions de COV de l'ensemble des activités ne dépasse pas 8 t/an conformément à l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 16/09/2019.

Le terme O6 (solvants dans les déchets) est calculé. Il est égal à 1,17 t. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la part de COV contenue dans les déchets à partir de bordereaux d'analyses de chaque type de déchets considérés. L'inspection note que les déchets de chiffons souillés (environ 28 t pour une quantité de solvants égale à 288 kg) sont prépondérants au regard des autres déchets.

Le calcul du terme O6 doit être révisé et justifié sur la base d'analyses régulières.

Les autres termes du PGS sont nuls.

Les émissions totales en COV provenant de l'emploi de solvants s'élèvent en 2023 à 4,13 t.

Les émissions de COV des installations de stérilisation sont égales à 2,54 kg en 2023 (rendement de l'oxydateur thermique égal à 99%).

Le rendement d'épuration de l'oxydateur thermique doit être justifié à partir de mesures récentes et régulières en amont et en aval de l'oxydateur. Ce point n'a pas été vérifié en inspection et devra être justifié par l'exploitant.

Par ailleurs, l'exploitant doit s'assurer que les émissions de COV sont bien exprimées en COV et non en eq. C/Nm³. La conversion des résultats de mesurages est à présenter. (cf. guide de l'Ineris Guide d'élaboration d'un plan de gestion de solvants - révision 1 du 22/02/2009).

Concernant les émissions diffuses, l'exploitant les considère comme nulles. Ce postulat n'est pas recevable. La part des émissions diffuses doit être déduite par le calcul.

Pour justifier la cohérence de son PGS, l'exploitant présente les émissions du site en solvants individuels par type d'activité (assemblage, impression, nettoyage manuel, sérigraphie) pour l'année 2023. Les modalités de calcul de ces flux annuels ne sont nullement justifiées. A noter que les résultats présentés dans les rapports de contrôle des organismes sont exprimés en eq. C/Nm3. Or le PGS est établi en g ou kg COV et non pas en équivalent carbone. La conversion des résultats de mesurages est à présenter également.

De manière générale, l'exploitant doit veiller à harmoniser les unités des émissions de COV entre le PGS et le bilan matière de l'oxyde d'éthylène afin de pouvoir vérifier la conformité des émissions de COV aux exigences préfectorales.

L'ensemble des émissions de COV est égal à 5,3 t pour une valeur de 4,13 t d'après le PGS.

Au total, les émissions de COV de l'ensemble des activités respectent la valeur limite en flux fixée à 8 t/an sous réserve des modifications du PGS. La conformité devra être confortée au regard des justifications à apporter sur le PGS (I1 et O6), sur le rendement de l'oxydateur thermique, sur l'harmonisation des différentes unités utilisées pour calculer les émissions canalisées de COV.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposition de suites n°2 :

L'inspection considère que la méthodologie utilisée par l'exploitant pour élaborer son PGS et le bilan matière des émissions de l'oxydateur thermique doit être révisée ; elle est par ailleurs insuffisamment justifiée. Dans ces conditions, la conformité des émissions de COV à la valeur limite en flux (8 t/an) n'est pas acquise. Le recours à un PGS simplifié est acceptable dans la mesure où les exigences préfectorales ne fixent pas un flux limite annuel d'émissions diffuses. Le délai de mise en conformité est de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Déclaration annuelle des émissions polluantes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions de COV - PGS

Prescription contrôlée :

I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :

- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;

Constats :

L'examen de la déclaration GERE des émissions de COV pour l'année 2023 appelle les remarques suivantes :

- la déclaration des émissions COV solvants et non solvants (dans l'onglet « procédé ») n'est pas obligatoire car les émissions du site sont inférieures à 30 t/an,
- certaines activités du site utilisant des solvants sont visées à l'annexe VII de la directive IED et dépassent les seuils de consommation (par ex. « activité de nettoyage de surface ») ; les cases correspondantes dans GERE doivent être cochées ; à noter que ce classement est indépendant du classement des installations sous les rubriques 3XXX de la nomenclature des installations classées,
- le PGS est transmis à l'inspection via l'application GERE conformément à l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 16/09/2019 qui rend sa transmission annuelle obligatoire.

Lien vers la note d'aide au remplissage du bloc « solvants PGS » sur GERE »

<https://www.declarationpollution.developpement-durable.gouv.fr/download/GuideSolvantsPGSCitepa.pdf>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation :

L'exploitant s'assure que le bloc « solvants/PGS » de la déclaration GERE est renseigné correctement.

Type de suites proposées : Sans suite